

CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS

Entre

La Commune de RAIMBEAUCOURT représentée par son Maire en exercice, habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal en date du

Ci-après désignée « la Commune »

D'une Part

Et

La Communauté d'Agglomération du Douaisis, représentée par son Président en exercice, habilité à l'effet des présentes par décision du conseil communautaire en date du 25 mars 2016

Ci-après désignée « la Communauté »

D'autre part

EXPOSE

Dans le cadre de l'adoption du budget primitif 2016, la CAD a mis en place un fonds de concours communautaire destiné à accompagner les communes membres dans le financement de mise en place d'équipements publics ou de leur amélioration.

Chaque commune membre est ainsi dotée annuellement d'une somme qu'elle peut proposer d'affecter au financement d'un équipement public. Pour cela, la commune adresse à la CAD une fiche qui caractérise l'éligibilité de ces dépenses au regard de la notion d'équipement public.

La commune peut choisir d'utiliser le fonds de concours communautaire mis à sa disposition pour financer des dépenses de fonctionnement relatives à un équipement public ou de mettre en réserve la dotation annuelle pour des dépenses ultérieures. Ces deux options peuvent se cumuler dans la limite des sommes allouées à la commune pour l'année considérée (dotation annuelle et les mises en réserves antérieures éventuelles).

La part consacrée par la CAD,

- à chaque opération d'investissement, ne peut excéder le montant lui-même consacré par la commune dans le même plan de financement. Le financement communautaire se fera sur les montants HT.
- au financement de dépenses de fonctionnement d'équipement, ne peut excéder le montant lui-même consacré par la commune sur ces mêmes frais. Le financement communautaire sur ces dépenses de fonctionnement se fera sur des montants TTC. Ces dépenses de fonctionnement concernent des frais inhérents à la maintenance

technique de l'équipement public (contrats d'entretien, petites réparations, nettoyage.....les traitements d'agents de maintenance ou d'animation ne peuvent pas être subventionnés).

1 - OBJET

Les parties conviennent aux présentes des modalités du versement par la Communauté à la Commune d'un fonds de concours, décidé en application de l'article L5216-5.VI du code général des collectivités territoriales.

Le montant de fonds de concours a été délibéré en 2016 au titre du budget de la Communauté

2 – MONTANT ET DESTINATION DU FONDS DE CONCOURS

Les caractéristiques techniques, comptables et financières du fonds de concours sont prévues à l'annexe 1 à la présente convention.

Le montant global de ce fonds de concours est de 20 000,00 € € dont € de mises en réserve antérieures

2.1 - Il est accordé en considération de l'opération suivante, se rattachant à un équipement communal :

Extension du groupe scolaire Jules Ferry (en complément des fonds de concours au titre de 2014 et 2015 et du FCIS)

2.2 - Le fonds de concours se répartit en fonctionnement et investissement ou en réserve de la manière suivante :

2.2.1 – Fonctionnement

Montant : €

2.2.2 – Investissement

Montant : 20 000 €

2.2.3 – Mise en réserve

Montant : €

Si, le montant final des opérations décrites au 2.1 ci-dessus se révélait inférieur aux prévisions, la part de fonds de concours restante sera automatiquement mise en réserve.

3 – ECHEANCIER ET PAIEMENTS

3.1 – Investissement

- La commune précise l'échéancier prévisionnel des travaux : la date de démarrage et la durée. Face à cet échéancier technique, un plan de financement y sera accolé. Les sommes seront Hors TVA.
- La CAD s'acquittera de sa participation de la manière suivante :

50% au dépôt du dossier complet

25% à la transmission des ordres de services de commencement des travaux

25% à la transmission :

- d'un bilan définitif d'opération (détaillant l'ensemble des dépenses qui y sont liées ainsi que les références des mandats et bordereaux concernés) certifié par le comptable public,
- de la photographie attestant de la mise en place du dispositif de communication visé à l'article 4 relatif à la participation financière de La CAD.

L'absence de production des documents demandés dans un délai de 6 mois après la fin des travaux (bilan définitif d'opération et photographie) ou la non réalisation effective de l'opération dans un délai de 1 an après la date de démarrage prévisionnelle emporte la restitution immédiate des sommes déjà versées.

3.2 – Fonctionnement

- La commune donne la liste des contrats liés à ces dépenses de fonctionnement pour leur montant annuel. Le rythme des échéances sera précisé.
- La CAD s'acquittera de sa participation de la manière suivante :

Pour les dépenses ponctuelles : une copie de la facture acquittée avec le numéro de mandat.

Pour les dépenses récurrentes : une copie du contrat : le remboursement par la CAD à la commune se fera automatiquement à chaque échéance – ces versements seront définitivement validés en décembre avec la production d'un état liquidatif des factures reprenant les échéances payées et les numéros de mandats – état dûment certifié par le comptable public.

La non présentation du contrat ou de la facture ne permettra pas à la CAD d'actionner les remboursements à la commune. La non transmission en fin d'année de l'état liquidatif des mandatements impliquera le remboursement à la CAD des sommes perçues par la commune.

4 – COMMUNICATION

Si la participation financière de la CAD porte sur des investissements immobiliers communaux, la Commune réalise, à ses frais et durant tout le temps des travaux, l'affichage du logo de la CAD (format minimal de 25x 30 cm hors texte) avec mention de la somme que la communauté consacre à cette opération. Cet affichage est effectué à l'extérieur de cet équipement et de manière à être visible de la voie publique qui le borde.

La commune s'engage à fournir à la CAD la photographie attestant de la mise en place du présent dispositif de communication.

5 – RECOURS

Tout litige portant sur l'application de La présente convention est du ressort du tribunal administratif de LILLE.

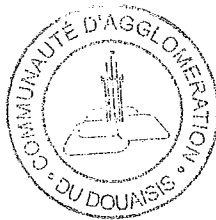
Fait à Douai le 21/6/2016

En deux exemplaires,

Pour la Communauté,

Pour le Président
Le Vice-Président Délégué

Dominique RICHARD



Pour la Commune,